

Unité bidépartementale Eure Orne
1 Avenue du Marchéchal Foch
27000 EVREUX

EVREUX, le 24/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/03/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BRANGEON Ecoservices

Chemin du Catellier
27340 Criquebeuf-sur-Seine

Références :
Code AIOT : 0005802102

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/03/2023 dans l'établissement BRANGEON Ecoservices implanté Chemin du Catellier 27340 Criquebeuf-sur-Seine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société ECOSYS a été placée en redressement judiciaire le 04/01/2023 par le tribunal de commerce de Nantes.

La société BRANGEON a repris tous les sites exploités par la société ECOSYS dont celui de Criquebeuf/Seine par jugement du 15/02/2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRANGEON Ecoservices
- Chemin du Catellier 27340 Criquebeuf-sur-Seine
- Code AIOT : 0005802102
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Remise en conformité du site suite à sa reprise par la société BRANGEON

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	AMÉNAGEMENT ET ORGANISATION DE LA PLATE-FORME DE COMPOSTAGE	Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 8.2.5.	/	Sans objet
3	RESSOURCES EN EAU ET MOUSSE	Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 7.6.3.	/	Sans objet
4	PLAN	Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article Titre 12	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	CHANGEMENT D'EXPLOITANT	Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 1.5.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ancien exploitant, ECOSYS, a accumulé les déchets verts et les déchets de bois sur la plate-forme sans les traiter. La plate-forme est encombrée, la situation est dégradée.

La société BRANGEON a prévu d'améliorer la situation pour la fin du mois de juin en mettant en oeuvre un plan d'actions d'urgence.

Une nouvelle visite sera réalisée début juillet pour faire un point d'avancement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 1.5.5
Thème(s) : Risques chroniques, Changement d'exploitant
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant. Cette déclaration doit mentionner s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénom et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse du siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.
Constats : Par jugement du tribunal de commerce de Nantes du 15/02/2023, le groupe BRANGEON a repris l'intégralité de la société ECOSYS basée à Carquefou. Par courrier du 16/03/2023, la société BRANGEON a informé monsieur le préfet de l'Eure de la reprise des 2 sites dans l'Eure : Criquebeuf-sur-Seine et Amfreville-la-Campagne. Conclusion : un récépissé de déclaration de changement d'exploitant a été établi en date du 24/04/2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : AMÉNAGEMENT ET ORGANISATION DE LA PLATE-FORME DE COMPOSTAGE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 8.2.5.
Thème(s) : Risques accidentels, Risques accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation de compostage comprend :- une aire de réception/tri/contrôle des matières entrantes,- une aire de stockage des matières entrantes,- une aire de fermentation aérobie,- une aire de maturation,- une aire de stockage des composts avant expédition le cas échéant. Toutes les aires sont imperméables et équipées de façon à pouvoir recueillir les eaux de ruissellement y ayant transité, les jus et les éventuelles eaux de procédé. Les différents andains de la plate-forme (7 andains d'une surface de 45 m * 10 m) sont séparés les uns des autres par une distance minimale de 3 m (voir plan au titre 12). Une distance d'au moins 3 m sépare les andains des autres stockages présents sur la plate-forme ainsi que des limites de propriété. L'accès aux différentes aires de l'installation est conçu de façon à permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Une surface de 1 000 m ² est maintenue libre en permanence à proximité des bassins. L'ensemble de l'installation est entretenu et maintenu en permanence en état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour lutter contre les proliférations d'insectes et de rongeurs et pour éviter le développement de la végétation sur les tas de compost, et ce sans altération de ceux-ci. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.

Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté que la plate-forme dédiée au compostage est très encombrée : elle comporte d'importants stockages de déchets verts non broyés. Le plan d'exploitation n'est pas respecté, les dimensions des tas sont supérieures à la surface maximale définie (45m*10m).



Vue de la route surplombant le site



Tas de déchets verts non broyés importants

<p>Le personnel présent a expliqué que le matériel est en panne. L'ancien exploitant (société ECOSYS) n'avait plus d'équipements de broyage/criblage en état pour traiter la matière, il s'est contenté de recevoir pendant des mois la matière entrante sans la traiter, ce qui explique la situation dégradée constatée lors de la visite.</p> <p>L'inspection a demandé à la société BRANGEON de s'engager sur un plan d'actions d'urgence afin de remédier rapidement à cette situation. Le nouvel exploitant a adressé à monsieur le préfet de l'Eure un courrier en date du 7 avril 2023, celui-ci précise en particulier la reprise du broyage (déploiement de nouveaux matériels) et l'information de monsieur le maire en avril 2023 ainsi que la vérification du matériel incendie le 23/05/2023. La société BRANGEON a déclaré oralement vouloir terminer l'opération de broyage/criblage pour fin juin au plus tard ce qui permettra de libérer de l'espace sur la plate-forme et mieux gérer l'exploitation de l'activité.</p> <p>Une nouvelle visite est projetée début juillet pour faire un point d'avancement sur les résultats obtenus suite à ce plan d'actions d'urgence.</p> <p><u>Non-conformité n°1 - sous 2 mois :</u> La plate-forme de compostage doit être désencombrée et le plan d'exploitation respecté.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : RESSOURCES EN EAU ET MOUSSE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 7.6.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Risques accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit disposer de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre. Un débit total simultané de 120 m³/heure disponible pendant deux heures doit être assuré. L'exploitant doit disposer sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté d'une réserve d'eau permettant de répondre au besoin en eau : un volume de 240 m³ doit être maintenu en permanence. Ce volume pourra être contenu dans une réserve à ciel ouvert dont les caractéristiques techniques devront respecter les dispositions issues de l'annexe 2.5 figurant dans le règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie de l'Eure. La signalisation de ce point d'eau incendie doit être matérialisée dès l'entrée du site. Cette réserve d'eau (eau propre) est distincte du dispositif de traitement des eaux pluviales et des jus de compostage (contient des polluants organiques susceptibles d'endommager le matériel des secours). L'exploitant doit disposer également d'un dispositif d'aspiration avec crépine (moto-pompe) dans le bassin de collecte des eaux pluviales avec canon fixe d'un débit d'eau chargée de 60 m³/h . Un volume d'eau de 120 m³ minimum doit en permanence être disponible dans le bassin d'eaux pluviales. Le personnel doit être formé à l'utilisation de ce dispositif. En cas de départ de feu, l'exploitant doit mettre en œuvre ce dispositif rapidement. L'exploitant dispose également d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles. En cas de condition météorologique défavorable susceptible de générer un incendie par auto-échauffement de déchets entreposés, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer une maîtrise du</p>

phénomène : prise de température plus fréquentes, arrosage, séparation des tas.

Constats : L'exploitant dispose de moyens en eau sur le site :

- une bâche à incendie à l'entrée du site de 240 m³ et accessible. L'état et le bon fonctionnement du dispositif d'aspiration n'ont pas été vérifiés,
- un bassin d'eaux pluviales difficilement accessible compte tenu de l'encombrement de la plateforme. Ce bassin est proche du débordement suite aux fortes intempéries. L'inspection n'a pu accéder au bassin compte tenu de la végétation présente et n'a pu constater la présence ou non du dispositif d'aspiration avec crépine (moto-pompe) au niveau du bassin. L'accès à ce bassin est encombré par les tas de déchets verts.



Non-conformité n°2 - sous 15 jours :

La société BRANGEON doit vérifier le bon état de fonctionnement de la bâche et de son dispositif d'aspiration, de même pour les équipements de pompage dans le bassin d'eaux pluviales. Une aire libre pour permettre l'accès et l'intervention des secours à proximité du bassin doit être mise en place.

Avant la reprise des opérations de broyage, ces équipements doivent être opérationnels afin que l'exploitant puisse mettre en œuvre ces dispositifs en cas de constat de départ de feu. La consigne en cas d'incendie doit être formalisée et le personnel formé à celle-ci.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : PLAN

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article Titre 12
Thème(s) : Risques accidentels, Risques accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : annexe
<p>Constats : L'inspection a constaté le non-respect du plan de localisation des stockages et d'exploitation compte tenu de l'encombrement de la plate-forme pour la zone "compostage" (voir point de contrôle n°2).</p> <p>La zone "valorisation bois" est également très encombrée et ne respecte pas le plan d'exploitation. Les tas de bois provenant de déchetterie sont très importants et proches. Il n'y a pas de distance de séparation suffisante permettant de limiter la taille des tas compte tenu de l'encombrement de la plate-forme.</p>
 
<p>L'exploitant a prévu de démarrer l'action de broyage à partir d'avril. Cette activité a été mise à l'arrêt depuis l'été dernier par l'ancien exploitant.</p> <p><u>Non-conformité n°3 - sous 2 mois :</u> l'ensemble de la plate-forme doit être désencombrée et le plan d'exploitation doit être respecté (zone compostage de déchets verts et zone "valorisation bois").</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet